APVF
PETITES VILLES
DE FRANCE

Communiqué de presse

Paris, le 3 juillet 2025,

AGENCES DE L'ETAT : ATTENTION AUX RACCOURCIS

L'Association des Petites Villes de France (APVF), présidée par Christophe Bouillon, Ancien député de Seine-Maritime et Maire de Barentin a pris connaissance avec **beaucoup d'inquiétude des conclusions de la commission d'enquête sénatoriale relative aux missions des agences de l'État**.

Au-delà d'une série de recommandations visant à rendre plus efficiente le fonctionnement de certaines agences de l'État, la commission sénatoriale propose **notamment la suppression de l'ANAH, de l'ANRU, de l'ADEME et de l'ANCT**, sans aucune étude d'impact préalable.

Si ces préconisations étaient suivies d'effet ce serait un nouveau **coup dur porté à l'ingénierie territoriale** des petites villes et des communes rurales. On assiste en effet, à une campagne médiatique savamment orchestrée depuis plusieurs semaines, qui fait des agences de l'État des **cibles prioritaires pour réaliser des économies**, dans un contexte budgétaire tendu. Les Agences de l'État ont pourtant su développer avec les collectivités de **véritables habitudes de travail** en entretenant un **dialogue permanent** avec les élus sur le terrain.

Au-delà du fait, qu'une fusion ou une suppression n'est pas toujours synonyme d'économies, **c'est la poursuite des programmes de revitalisation** tels qu'*Action cœur de ville*, *Petites villes de demain* ou *Villages d'avenir* qui **pourraient être mis en cause.**

Ces programmes qui ont été élaborés avec les associations d'élus et avec les services locaux de l'État demandent **du temps pour produire tous leurs effets**. Il en est de même pour *Territoires d'industrie*, des programmes relatifs à la Politique de la ville, ou encore du plan numérique *France très haut débit* pour ne prendre que quelques exemples.

L'APVF appelle donc à **éviter les coupes aveugles** dont les conséquences seront particulièrement préjudiciables pour les Collectivités les plus fragiles. Dans un pays en proie aux incertitudes économiques et politiques, **les politiques de cohésion sociale et territoriale ne peuvent servir de variables d'ajustement et méritent mieux que des propositions simplistes** qui ne généreront pas de véritables économies mais toucheront prioritairement les aides aux collectivités et aux entreprises. Plus que jamais, l'État doit **rester présent aux côtés des territoires, fidèle à ses missions fondamentales**.

CONTACTS PRESSE
André ROBERT, Délégué général - 01 45 44 00 83 - 06 80 84 27 53 - arobert@apvf.asso.fr
Antoine OLLIVIER, Conseiller – 01 45 44 63 99 – 06 47 43 02 28 – aollivier@apvf.asso.fr